

Foeticides : ratio sexuel décroissant en Inde : soutenue par l'UNICEF, une ONG dénonce le "génocide"

Autor(en): **Dussault, Andrée-Marie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[92] (2004)**

Heft 1489

PDF erstellt am: **15.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282811>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Fœticides : ratio sexuel décroissant en Inde

Soutenue par l'UNICEF, une ONG dénonce le «génocide»

Le nombre de jeunes Indiennes décline dangereusement sous les yeux d'un gouvernement apparemment plus sensible aux pressions du puissant lobby des médecins. Une ONG lance un cri d'alarme pour attirer l'attention sur l'épidémie de fœticides féminins qui sévit en Inde. Soutenue financièrement par l'UNICEF, elle se bat pour faire connaître et appliquer la récente loi interdisant la sélection sexuelle des fœtus.

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

Depuis des siècles, la coutume veut que les jeunes Indiennes soient moins bien nourries, soignées et éduquées que leurs frères, et même, qu'elles meurent plus souvent de mort «inexpliquée». Mais aujourd'hui, l'Inde connaît un phénomène nouveau et inquiétant qui a la particularité d'allier la traditionnelle préférence pour les garçons et une technologie ultramoderne : le fœticide féminin, rendu possible grâce aux tests de détermination du sexe - comme l'amniocentèse ou l'ultrason - initialement prévus pour discerner les malformations fœtales.

Actuellement, la pratique de fœticides féminins est tellement répandue que le ratio sexuel (le nombre de filles pour 1000 garçons âgés entre 0 et 6 ans) décline de façon constante dans plusieurs régions de l'Inde.

Figure de proue de la lutte contre les fœticides féminins, le docteur Sabu Georges affirme que ces dernières années seulement, 1,5 millions d'avortements ont été opérés en Inde. Dont vraisemblablement une proportion importante éliminant des fœtus féminins. Actuellement, la pratique de fœticides féminins est tellement répandue que le ratio sexuel (le nombre de filles pour 1000 garçons âgés entre 0 et 6 ans) décline de façon constante dans plusieurs régions de l'Inde. Selon un recensement de l'époque, le ratio sexuel national de 1901 correspondait à 972/1000. En 2001, le nombre de filles fondait à 933. Alors que naturellement, les naissances féminines devraient légèrement excéder celles des garçons. Dans certains Etats, les chiffres sont particulièrement alarmants, comme

au Punjab où l'on estime le ratio inférieur à 8 pour 10.

En 1986, les autorités gouvernementales prenaient connaissance de l'ampleur de la pratique de fœticides féminins lorsqu'une étude a révélé que 84% des gynécologues de Mumbai pratiquaient en moyenne 270 amniocentèses mensuelles... dont seulement 5% dans le but de déceler des malformations fœtales. Néanmoins, selon Donna Fernandes de Vimochana, une ONG basée à Bangalore qui défend les droits des femmes, le gouvernement indien ne considère toujours pas l'épidémie de fœticides féminins comme un problème majeur, ne réalisant ni l'ampleur ni la gravité de la situation actuelle et de ses conséquences éventuelles.

La préférence culturelle pour une progéniture masculine - censée assurer la lignée familiale et les vieux jours des parents - combinée à une campagne gouvernementale menée dans les années 60-70 en faveur de familles réduites a certainement accru le nombre de fœticides et d'infanticides féminins. Mais la véritable racine du problème est ailleurs : «Tant que la dot fera partie du système, les filles représenteront un poids économique pour les familles et avorter d'un fœtus féminin sera moins coûteux qu'élever une fille qui de toute façon, rejoindra sa belle-famille en se mariant.» explique Donna Fernandes.

A l'échelle des Etats, certains gouvernements se sont mobilisés pour freiner la sélection sexuelle, notamment celui du Maharashtra qui a légiféré pour complètement interdire l'utilisation des technologies permettant de déterminer le sexe du fœtus. Dans d'autres Etats, des contrôles sont effectués dans des cliniques pour détecter les éventuels tests de sélection sexuelle. Or, prouver l'utilisation illégale d'instruments techniques légaux ne va pas de soi. Reste la sensibilisation. Outre son travail sur le terrain, Vimochana tente d'exercer des pressions sur le gouverne-

ment national pour que la loi de 1994, le Pre-Conception and Pre-Natal Diagnostic Techniques Act, interdisant la détermination du fœtus et amendée en 2003 pour également criminaliser la sélection sexuelle avant la conception, soit connue de la population et appliquée. Mais ce n'est pas chose aisée : «Depuis quelques décennies, les cliniques d'avortement pullulent en Inde et les lobbys de médecins sont très influents auprès des autorités gouvernementales.» déplore Donna Fernandes.

Les agences internationales ne semblent pas non plus mesurer les enjeux entourant l'élimination massive de fœtus féminins. Bizarrement, la lutte contre les fœticides féminins - même si ceux-ci concernent aussi un autre pays à densité démographique importante, la Chine, et certains pays musulmans - ne figure pas parmi leurs priorités dont font pourtant partie l'éducation des filles, la vaccination massive et les soins à la petite enfance, des thèmes certes importants, mais pour lesquels la vie est une donne préalable. Cependant, il y a deux mois, l'UNICEF a débloqué des fonds pour que Vimochana travaille à la sensibilisation des populations locales par rapport à la pratique du fœticide et à ses conséquences.

Si la tendance se maintient, Donna Fernandes craint que le statut des femmes - déjà socialement et économiquement infériorisées - en souffre : «La société connaîtra de nouveaux problèmes ; les femmes seront encore plus vulnérables face aux violences sexuelles, on risque de voir de plus en plus d'enlèvements de femmes, de jeunes filles pauvres se faire acheter par des hommes plus riches, et de membres d'une même famille se partager une femme. On passera de mal en pis.» Vu sous un autre angle - peut-être plus susceptible de susciter la compassion des autorités - dans certaines régions, ce sont des générations entières d'hommes qui ne trouveront pas d'épouses... •